

ANALYSE EMPIRIQUE DES CONTRAINTES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL DANS L'ESPACE RURAL DE LA WILAYA DE TIZI-OUZOU

Abdelhakim MOUSSAOUI

*Maître de conférences classe B, Université Mouloud Mammeri
de Tizi-Ouzou*

RÉSUMÉ

Depuis l'indépendance du pays, la wilaya de Tizi-Ouzou va connaître des mutations territoriales et des transformations socio-économiques importantes liées principalement à deux éléments : dysfonctionnement spatial induit par la non maîtrise de la croissance urbaine, l'apparition du tissu industriel public sur un territoire insuffisamment équipé.

Récemment, la wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié, dans le cadre de la démarche des pouvoirs publics visant à mettre à niveau l'ensemble des wilayas du pays afin d'améliorer les conditions de vie des citoyens, des moyens financiers conséquents dans le cadre des derniers plans de développement couvrant la période (1999-2019), destinés notamment à la réalisation de plusieurs projets dans différents secteurs d'activités.

Le but de cet article étant l'identification des contraintes de développement local des zones rurales en référence à l'étude de la wilaya de Tizi-Ouzou.

MOTS CLÉS

Développement local, activités économiques, disparités rurales et urbaines, collectivités locales.

INTRODUCTION

L'entrée en crise de l'économie mondiale, au seuil des années 1970, a provoqué la libération des énergies, et le besoin d'inventer des réponses, même limitées, à cette crise. Concrètement, cela s'est traduit par la multiplication des initiatives locales pour le développement économique - les stratégies locales peuvent s'inscrire dans les tendances économiques dominantes ou, au contraire, exprimer la recherche d'une alternative. Afin de montrer l'importance de développement local dans la croissance des nations, nous avons mis l'accent sur l'étude de la wilaya de Tizi-Ouzou.

La structure spatiale de cette région de la Grande Kabylie est l'aboutissement d'un long processus historique résultant de la combinaison de facteurs géographiques et sociologiques associés aujourd'hui à des choix économiques et financiers décidés par l'Etat central.

Depuis l'indépendance du pays, la wilaya de Tizi-Ouzou va connaître des mutations territoriales et des transformations socio-économiques importantes liées principalement à deux éléments : dysfonctionnement spatial induit par la non maîtrise de la croissance urbaine, l'apparition du tissu industriel public sur un territoire insuffisamment équipé.

Ces deux transformations territoriales majeures se sont malheureusement réalisées au détriment des activités agricoles, artisanales, pastorales...

Les zones de montagne de cette région sont la plupart du temps handicapées par les coordonnées géographiques : relief, climat, ressources naturelles... les populations non agricoles, ou ne trouvant pas à s'employer dans le secteur administratif sont sujettes à l'émigration. D'où la problématique des processus de développement qui se pose afin de créer une certaine dynamique dans ces zones et le maintien des populations occupées par les activités agricoles, industrielles et tertiaires.

Récemment, la wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié, dans le cadre de la démarche des pouvoirs publics visant à mettre à niveau l'ensemble des wilayas du pays afin d'améliorer les conditions de vie des citoyens, des moyens financiers conséquents dans le cadre des derniers plans de développement couvrant la période (1999-2019), destinés notamment à la réalisation de plusieurs projets dans différents secteurs d'activités.

Malgré cet effort de redressement, le développement local de cette région rencontre encore des problèmes multiples. De ce fait, la problématique qui mérite d'être posée porte sur la question suivante : Quelles sont les entraves de développement local dans la wilaya de Tizi-Ouzou ?

Les outils méthodologiques exploités pour répondre à cette question importante sont liés à l'utilisation de différentes sources : les ouvrages de référence, les articles et rapports de synthèse, les données statistiques qui relèvent que ce soit de la wilaya, ONS, ANDI, ANAT, RGPH, Direction de service agricole, Direction de l'industrie, PME et de promotion de l'investissement, etc.

Les résultats de recherche montrent que la wilaya de Tizi-Ouzou est confrontée actuellement à des problèmes de développement économique et d'organisation de son territoire ayant pour origine son caractère montagneux. Au delà de déséquilibre territorial, le développement local de cette région reste marqué également par d'autres contraintes comme les flux migratoires, la gouvernance locale, manque de foncier, insuffisances des moyens de réalisation et le problème de développement durable.

De plus, afin de simplifier la tâche de compréhension, nous avons structuré ce présent papier en trois points importants. Le premier élément va mettre l'accent sur l'éclairage de la notion de développement local et son apparition dans le temps. Le second élément montre le contexte d'évolution de développement local dans la wilaya de Tizi-Ouzou et, le troisième point précise les principaux obstacles qui limitent le développement dans cette zone d'étude.

1 - GENÈSE ET CONCEPTION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

Un tel développement impose la rupture avec la logique fonctionnelle de l'organisation de la vie économique et propose de revenir à une vision « territoriale » : c'est dans un cadre local, par la mise en valeur des ressources locales et avec la participation de la population que le développement pourra réellement répondre aux besoins des populations.

1.1 - Origines du développement local

Les origines du développement local (on trouve aussi dans la littérature des termes comme le développement par le bas ou le développement endogène) comme cadre d'analyse et comme stratégie d'intervention datent des années 1970.

Dans un premier temps le développement local sera essentiellement le développement par en bas contre le développement par en haut, la volonté d'enrayer les logiques dominantes qui conduisent à déstructurer les territoires et les solidarités, d'où l'importance que vont y prendre les

thèmes alternatifs. Dans un second temps, le développement local tourne à une apologie de la sortie de crise par la petite entreprise »¹.

Le choix d'un développement endogène puise ses bases dans l'émergence des dynamiques territoriales faisant du développement l'action d'une structure (effort, initiative, projet...) qui s'auto-transforme en fonction de ses intérêts et de ses contraintes. Cette vision s'inspire, par analogie, à l'analyse des écarts de développement qui a pu et qui est faite dans les pays en voie de développement où le discours dominant (classique ou radical) fut remis en cause. Les prémisses d'une telle conception sont inhérentes aux contributions faites à partir de la notion d'« auto-centrage », amenant à percevoir différemment les logiques de développement². Dans sa genèse, nous y trouvons notamment les rapports du club de Rome (1974), la notion de Self-reliance (basic needs de Streeten 1986), le développement agropolitain (J.Friedmann 1975), l'écodéveloppement (I.Sachs 1976), le concept « d'autre développement » préconisé en Suède dans les années 70, les critiques marxistes du développement inégal ainsi que le développement de la pensée surtout ce qui a trait à l'environnement (R.Passet 1979).

En effet, l'émergence du développement endogène est donc favorisée par le changement des conditions économiques. Le modèle de développement ne peut plus être un processus de diffusion d'une croissance issue d'un « centre » puisque la faible croissance, au lieu de déboucher sur la convergence des niveaux de développement, crée plutôt une divergence et une hiérarchie des espaces. Le développement appelé autocentré, est plus une nécessité qu'une volonté afin de pallier :

La dépendance unilatérale accrue, le gaspillage des ressources des milieux, la dégradation de l'environnement physique, humain ;

La spécialisation dans des fonctions subordonnées et régressives en raison, bien souvent, de l'incorporation de technologies banalisées et intermédiaires au lieu d'une intermédiation technologique progressive.

Pour J.Friedmann (1979), ce développement autocentré - qu'il assimile au développement agropolitain - est l'inscription territoriale des besoins fondamentaux et revêt trois caractères essentiels : il est territorial, communautaire et démocratique au sens où la communauté entière décide de l'usage de ses ressources.

La révision du paradigme d'un développement polarisé et centralisé n'ayant pu contenir les dérèglages économiques, a donné une chance

1 - Greffe, X. *Décentraliser pour l'emploi : les initiatives locales de développement*. Paris : Ed. Economica, 1989, p. 73.

2 - Se reporter à la synthèse de P.Aydalot dans l'économie régionale et urbaine. Chapitre 3. Paris : Ed. Economica, 1985 et l'ouvrage dirigé par Meier, G.M. ; Seers, D. *Les pionniers du développement*. Paris : Ed. Economica, Paris, 1988.

existentielle à celui d'un développement dépolarisé et décentralisé. Cette nouvelle caractérisation est signifiée par Clydo Weaver³ en trois points :

- Une action communautaire volontaire,
- Une autarcie régionale sélective,
- Des avantages régionaux stratégiques.

Cette trilogie basique du développement local fonde un mode de développement qualifié « par en bas » (Stohr&Taylor, 1981) ou « par la base » (Guigou, 1983) ou bien encore un développement territorial (Planque&Lazzeri, 1980 ; Greffe, 1984).

1.2 - Définitions de développement local

La notion du développement local est une notion très large, polysémique et, en tant que telle, difficile à cerner avec précision. En suivant les économistes italiens qui ont étudié de près le phénomène de l'industrialisation diffuse dans la Troisième Italie (notamment G.Becattini et G.Garofoli) nous pouvons retenir deux idées centrales pour la définir⁴:

D'une part, l'idée d'une dynamique fondée sur l'utilisation optimale de facteurs de production particuliers présents localement en quantité et en qualité suffisantes (matières premières et compétences humaines notamment) ;

D'autre part, celle de l'inscription territoriale des activités productives, qui conditionne le comportement coopératif des acteurs économiques, et se matérialise en bout de chaîne par un surplus d'efficacité productive pour celui qui est inséré dans un territoire.

En d'autres termes, ce qui définit le développement endogène c'est essentiellement un contenu territorial très fort (facteurs de production ou la culture locale), signifiant notamment que les processus en cause ne sont pas purement économiques mais socio-économiques dans le sens où ils procèdent d'une symbiose entre activités productives industrielles et/ou artisanales et vie sociale et communautaire à l'échelle locale.

3 - Weaver, C. *Le développement par la base : vers une doctrine du développement territorial*. Ouvrage collectif de Planque, B. *Le développement décentralisé*. Paris : Ed. Litec Gal, 1983, p. 179.

4 - Ferguene, A. ; Hsaini, A. *Entre l'ancrage territorial et l'ouverture internationale : une analyse des dynamiques locales au sud en termes de développement « ENDO-EXOGENE »* . In Kherdjemil, B. *Mondialisation et dynamiques des territoires*. Paris : Ed. L'harmattan, 1998, p. 109.

Le retour au local permet de mobiliser les énergies locales pour continuer à créer des richesses et des emplois. C'est bien pourquoi pour J.L.Guigou le développement local représente « l'expression de la solidarité locale créatrice de nouvelles relations sociales et manifeste la volonté des habitants d'une micro - région de valoriser les richesses locales, ce qui est créateur de développement économique »⁵. Il se base aussi pour X.Greffé sur un « processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation et de la coordination de ses ressources et de ses énergies. Il sera donc le produit des efforts de sa population, il mettra en cause l'existence d'un projet de développement intégrant ses composantes économiques, sociales et culturelles, il fera d'un espace de contiguïté un espace de solidarité active »⁶.

Il s'agit, suivant les termes de Christophe Demazière, « pour une région ou une communauté à l'échelle humaine de compter avant tout sur ses propres forces et de les mobiliser pour des objectifs de développement définis localement. La stratégie consiste à élargir le champ du possible des individus et des groupes sociaux, à mobiliser les ressources et capacités locales, et à créer une dynamique de développement endogène »⁷.

On qualifie le développement local le processus de diffusion, à l'échelon local, des effets de la croissance, des innovations et des acquis culturels, accompagné d'une transformation des structures économiques, sociales et culturelles, fondée sur les potentialités locales. Ce dernier aspect est essentiel et justifie qu'on parle parfois d'auto-développement.

2 - EVOLUTION DE DÉVELOPPEMENT LOCAL AU NIVEAU DE LA WILAYA DE TIZI-OUZOU

Le toponyme de Tizi-Ouzou a été traduit en français par « Col des Genêts ». C'est en effet à l'abondance de cet arbrisseau épineux à fleurs jaunes sur col et ses environs que la ville doit son nom.

La willaya de Tizi-Ouzou est située dans la partie Nord Centre de l'Algérie. Elle est limitée géographiquement par : la mer méditerranée au Nord, la wilaya de Bejaïa à l'Est, la wilaya de Boumerdes à l'Ouest et la wilaya de Bouira au Sud.

Au dernier découpage administratif de 1984, la wilaya de Tizi-Ouzou est constituée de 21 daïras qui regroupent un total de 67 communes. Cette wilaya perd deux daïras (Dellys et Bordj Ménaïel) dans ce découpage et sa

5 - Tourjansky-Cabart, L. *Le développement économique local*. Paris : PUF, 1996, p. 4.

6 - Greffé, X. *Territoire en France*. Paris : Ed. Economica, 1984, p. 146.

7 - Demazière, C. *Du local au global*. Paris :Ed. L'harmattan, 1996, p. 24.

superficie se trouve réduite de 772,80 km², ce qui nous donne un espace de 2 957,93 km² (soit 0,13% de l'espace national)⁸.

Cependant, on peut situer le processus d'évolution de développement local dans la wilaya de Tizi-Ouzou en trois grandes phases de développement. En effet, la périodisation retenue s'inspire des politiques de développement initiées par l'Algérie durant les différentes phases de son évolution.

2-1 - Période 1962-1989

Cette première période, marquée par la construction d'un espace économique administré en Grande Kabylie, va exprimer la politique étatique de localisation des investissements sous l'impulsion des différents plans de développement contenus dans la stratégie algérienne d'industrialisation et d'inspiration socialiste.

Au départ, l'idée qui prédominait chez les pouvoirs publics était de réhabiliter les zones de montagne qui avaient souffert des atrocités de la guerre de libération (1954 –1962), mais aussi soulager les populations des zones rurales sous-équipées, marginalisées et source d'émigration vers des espaces économiques plus rémunérateurs (soit la capitale Alger ou les métropoles européennes).

Ne possédant jusqu'aux années 1970, aucune ressource naturelle (minière et énergétique), susceptible de répondre aux besoins des 600.000 habitants peuplant les zones rurales de l'époque⁹, la Grande-Kabylie était irréversiblement condamnée (du moins temporairement), à se tourner, soit vers l'activité agricole, soit vers l'encouragement de la main - d'œuvre masculine au chômage à émigrer vers les espaces urbains et industriels plus lucratifs (internes ou externes au pays).

Ayant connu un lourd passif de marginalisation la wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié d'une enveloppe financière de 550 millions de dinars dans le cadre du programme spécial lancé en 1968 par les pouvoirs publics pour atténuer les déséquilibres régionaux légués par la période coloniale. Trois secteurs d'activités ont été privilégiés dans l'octroi des crédits, l'agriculture avec 23% du total des crédits, l'industrie avec 18% et les infrastructures surtout routières avec 10,4%¹⁰. L'importance accordée à la relance de l'agriculture de montagne a surtout porté sur l'oléiculture, activité d'origine ancienne et largement pratiquée par la petite paysannerie. Concernant l'industrie, c'est le secteur de l'artisanat traditionnel à fort ancrage territorial et dont le savoir-

8 - Annuaire statistique de la wilaya de Tizi-Ouzou, 2010, p. 4.

9 - Oualikene, S. Analyse empirique de la crise de performance du secteur agricole à partir de l'étude de cas d'une Wilaya côtière et de montagne : Grande-Kabylie, 1962 – 2008. *Revue campus UMMTO*, 2008, n° 12, p. 22-41.

10 - Moussaoui, A. *Analyse d'une transition d'un espace de développement et d'aménagement du territoire : illustrée par l'exemple de la wilaya de Tizi-Ouzou*. Thèse de doctorat. Tizi Ouzou : UMMTO, 2016, p. 283.

faire est reconnu qui a été privilégié. La ventilation des crédits, en donnant la priorité à l'oléiculture et à l'artisanat semble refléter les spécificités locales de notre région d'étude. Les programmes d'investissement ayant suivi lors des années 1970, en adéquation avec l'option « industrialiste » du modèle de développement économique choisi, ont rompu avec la politique précédente en négligeant les territoires ruraux surtout ceux de montagne dont fait partie la région de Grande-Kabylie.

2.2 - Période 1990-1999

La décennie 1990-1999 est celle de la poursuite des objectifs de développement, mais dans un contexte de crise multidimensionnelle, économique, politique, sociale et sécuritaire. La persistance des déséquilibres territoriaux et des disparités sociales prononcées sont l'indice de la faiblesse des politiques territoriales locales mais aussi des difficultés rencontrées pour résoudre les entraves liées à la paupérisation sociale tout comme le surendettement financier des collectivités et des entreprises publiques locales.

Le recul de la dynamique industrielle étatique, suite aux réformes entamées durant les années 1980 et accélérées avec l'application du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) en 1994, n'a pas pour autant servi le secteur de l'agriculture et d'autres ressources restées encore vierge dans la région. L'agriculture n'a bénéficié, respectivement, lors des périodes 1990-1994 (avant le PAS) et 1995-1998 (après le PAS) que de 0,95% et 1,06% du total des dépenses économiques affectées à la wilaya de Tizi-Ouzou. Les secteurs du tourisme et de la pêche n'ont bénéficié que de 0,04% (1990-1994) et 0,08% (1999-2001). Ce sont les infrastructures de base qui se sont accaparées le gros lot avec en moyenne 98% de l'ensemble des dépenses au détriment des secteurs productifs¹¹.

2-3 - Période des années 2000

A la faveur d'une embellie financière sans précédent, l'Algérie s'est lancée depuis 2001 dans des programmes de relance économique ambitieux, pour lesquels des moyens financiers exceptionnels ont été mobilisés. Les objectifs recherchés étant de doter le pays d'infrastructures de base et d'améliorer les services publics et les conditions de vie de la population. Cet investissement public permettra, sans nul doute, d'améliorer l'environnement économique et contribuer ainsi à bâtir une économie diversifiée et productive.

La wilaya de Tizi-Ouzou a engagé à travers les différents plans 2000-2004 et 2005-2009, des programmes de développement et de mise à

11 - Idem.

niveau des infrastructures de base d'un montant global de l'ordre de 252,18 milliards de dinars, en mettant l'accent sur les schémas directeurs des principaux secteurs suivants : l'hydraulique, les travaux publics, l'enseignement supérieur et l'éducation, l'énergie (gaz et électricité), l'habitat et l'urbanisme, les transports.

Pour illustrer l'effort déployé au cours de cette période, au titre des programmes sectoriels décentralisés et des plans communaux de développement, le montant des investissements a atteint tous secteurs et programmes confondus, un montant de 141,3 milliards de dinars dont 125,4 milliards de dinars au titre des plans sectoriels de développement (PSD) et 15,9 milliards de dinars au titre des plans communaux de développement (PCD)¹².

S'agissant des projets centralisés, le volume des investissements consenti par l'Etat au cours de cette période, a atteint un montant de l'ordre de 126,78 milliards de dinars¹³.

Par ailleurs, le montant alloué à la poursuite des efforts de développement dans la wilaya de Tizi-Ouzou dans le cadre du plan quinquennal 2010-2014 est de 265,4 milliards de dinars¹⁴ dont 109 milliards de DA constituent une autorisation de programme sectoriel de cette période.

3 - LES ENTRAVES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL DE LA WILAYA DE TIZI-OUZOU

Malgré les efforts de redressement déployés, le développement local de cette région rencontre encore des problèmes multiples tels que les données géographiques et climatiques, le poids démographique, les flux migratoires, la décentralisation, le foncier, l'insuffisance des moyens d'études et de réalisation, le développement durable.

3.1 - Difficultés du milieu naturel

Le développement régional et local de la wilaya de Tizi-Ouzou est déterminé par les données du milieu naturel. Un espace rural d'une densité démographique quasi urbaine dans une région paysanne à vocation agricole contrariée. L'organisation territoriale de cette wilaya dépend étroitement des aléas climatiques et géographiques qui rendent les opérations d'aménagement plus coûteuses dans cette zone de montagne. L'absence de ressources propres fait que tous les grands travaux menés sur le territoire de la wilaya sont financé par le trésor public, il serait très difficile à cette

12 - Abbas, K. Secrétaire général de la wilaya de Tizi-Ouzou.

13 - Idem

14 - Bilan ANDI sur la wilaya de Tizi-Ouzou, 2013, p. 29 et revue *Aggraw* de l'APW de T-O, 2009, n°2.

localité de prendre en charge son aménagement sans la contribution de l'Etat.

Le relief de la wilaya de Tizi-Ouzou est marqué par la juxtaposition de différents ensembles topographique, du Nord au Sud, disposé des plaines et montagnes comme le montre ce tableau.

Tableau n°1 : Principales unités morphologiques de la wilaya

Unités morphologiques	Pente en %	% superficie de la wilaya
Plaine	0-3	6,24
Bas piémont	3-12,5	10,50
Hauts piémonts	12,5-25	31,42
Très haute montagne	+ 25	51,84
Total	-	100

Source : Rapport ANAT, « Tableau de bord de Tizi-Ouzou » ; 1996 ; P 59.

Le caractère accidenté du relief de la wilaya apparaît à travers l'importance des pentes fortes. Il ressort en effet que les terrains situés sur pentes supérieures à 25%, une des caractéristiques des zones de montagnes, occupent plus de la moitié de la superficie totale de la wilaya, (51,84%) des terrains dont la pente est comprise entre 12,5 et 25% (les hauts de piémont ainsi que les collines), s'étalent sur près du tiers (31,42%), du territoire de la wilaya. Ceci dénote, le caractère montagneux de la wilaya. On voit que plus de 83% du territoire de la wilaya est composé de terrains difficiles à pentes fortes et très fortes.

En revanche, les terrains ayant des pentes faibles (0 à 12,5%), qui constituent les meilleures terres, que ce soit pour l'agriculture ou les constructions, elles ne représentent que de très faibles superficies, moins de 17% du total de la wilaya. Elles se situent essentiellement dans la vallée de l'oued Sebaou et la dépression de Draa El Mizan.

Dans son ouvrage sur la Grande Kabylie, le Professeur Mohamed Dahmani note ceci : « l'espace montagneux s'il offre des sites favorables à l'installation des pouvoirs de toute sorte : politiques, religieux, magiques, surnaturels... il constitue néanmoins un gros obstacle à la circulation, au développement économique et social. C'est le cas notamment de la Grande Kabylie et d'un certain nombre de zones montagneuses de l'Algérie »¹⁵.

15 - Dahmani, M. *Atlas économique et social de la Grande-Kabylie*. Alger : OPU, 1990, p. 18.

L'espace montagneux de Tizi-Ouzou est composé de la chaîne côtière, le massif de Grande Kabylie, la zone collinaire de Tizi-Ghenif et la chaîne de Djurdjura.

3.2 - Le poids démographique de la wilaya

La part de population de la wilaya de Tizi-Ouzou tout au long des périodes intercensitaires (de 1977, 1987, 1998 et 2008) n'évolue pas d'une manière homogène. Après avoir connu une augmentation du pourcentage de sa population dans son ensemble régional entre 1977 et 1987 (évalué à 2,93%), la wilaya se voit décliner ce taux à partir de 1998 et 2008 (0,17% seulement).

La période qui a vu l'augmentation de la part de population malgré une baisse significative du taux d'accroissement correspond à celle de réalisation de grands projets dans la wilaya.

La période de fléchissement de la part de population doublée d'une baisse importante du taux d'accroissement correspond à la baisse drastique des investissements et à la fermeture de plusieurs unités économiques dans la wilaya.

Cette situation qui risque de s'aggraver de période en période peut compromettre l'avenir et la stabilité sociale de la wilaya si des mesures adéquates ne sont pas prises pour améliorer le quotidien des habitants et le développement de la zone en question.

En effet, la wilaya de Tizi-Ouzou qui occupe la sixième place en terme de superficie de la région avec 2 958 km², soit 8,66% de la superficie de la région Nord Centre, vient en deuxième rang du point de vue volume de population, soit environ 10,5% respectivement (voir tableau n°2).

Tableau n°2 : Densité de la population dans la Région Nord-Centre par wilaya

Wilaya	Population (2008)		Superficie		Densité hab/ km ²
	Nombre	%	Km ²	%	
Alger	2 988 145	27,52	770,4	2,25	3878,7
Blida	1 002 937	9,43	1 480,7	4,32	677,3
Boumerdès	802 083	7,43	1 342,2	3,92	597,6
Tipaza	591 010	5,77	2 434,6	7,1	242,8
Béjaïa	912 577	8,55	3 578,1	10,43	255,0
Tizi-Ouzou	1 127 166	10,46	2 958	8,66	379,7
Bouira	695 583	6,48	4 447,9	12,96	156,4
Médéa	819 932	7,74	8 711,6	25,39	94,1
Chlef	1 002 088	9,47	4 077,2	11,88	245,8
Aïn Defla	766 013	7,2	4 505,8	13,13	170,0
Total RNC	10 712 949	100	34318,5	100	312,2

Source : ONS. RGPH 2008. *Collections statistiques*, 2008, n°142, p. 27.

Ce grand écart entre une population élevée et une faible superficie est à l'origine de la hausse de la densité dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Elle arrive en quatrième position largement dépassée par Alger dans la hiérarchie de la densité.

Cependant, la densité observée dans la wilaya de Tizi-Ouzou reste supérieure à la densité moyenne régionale atteignant près de 380 habitants/km² contre 312,1 au niveau régional.

3.3 - Flux migratoires

Dans la wilaya de Tizi-Ouzou, nous assistons depuis la décennie 1970-1980 à un développement général de l'armature urbaine.

En effet, la population urbaine à Tizi-Ouzou est passée de 8% en 1966 à 15% en 1977¹⁶, cette évolution a encore été renforcée durant ces dernières années. La répartition spatiale de la population dans la wilaya selon la dispersion (ACL, AS et population éparsée) traitée à travers les RGPH (1987, 1998 et 2008) confirme cette tendance à la hausse et fait ressortir ce qui suit :

Tableau n°3 : Evolution de la population selon la dispersion

	Population 1987	Population 1998	Population 2008
Population totale de la wilaya	936 948	1108709	1127166
Population ACL	300 672	474087	584520
% Population ACL	32,1%	42,8%	51.85%
Population AS	460475	494236	445609
% Population AS	49,1%	44,6%	39,53%
Population totale agglomérée	761147	968323	1030129
% Population agglomérée	81,2%	87,3%	91,4%
Population éparsée	175 801	125877	97037
% Population éparsée	18,8%	11,4%	8,6%

Source : Direction de la programmation et suivi budgétaires (D.P.S.B) de la wilaya de T-O.

À l'instar des autres régions d'Algérie, la Kabylie connaît une urbanisation rapide et importante. La population de la wilaya de Tizi-Ouzou réside en majorité dans les agglomérations (ACL et AS). La part de la population des zones agglomérées qui ne cesse d'augmenter à chaque période intercensitaire était de 81,2 % en 1987 et au dernier recensement elle a atteint 91,3%. Ce taux est révélateur d'un regroupement de la population autour des centres urbains en dépit des contraintes physiques énormes.

16 - Dahmani, M. *Economie et société en Grande-Kabylie*. Alger : OPU, 1987, p. 174.

Les flux migratoires accentuent le déséquilibre du point de vue social et démographique. Aussi il est supposé que les territoires localisés le long du couloir de développement Est-Ouest sont toujours de par leur poids démographique prioritaires dans les programmes de développement socio-économique, les conditions de vie sont certainement meilleures que le reste du territoire. Le reste du territoire, caractérisée par une faible dynamique locale est confronté sur le plan social au problème du niveau et qualité de vie, notamment en terme d'emplois, cette situation risque de creuser davantage d'écart de développement et d'aggraver les dysfonctionnements rendant ainsi difficile toute tentative de recherche de la solidarité territoriale nécessaire à la cohésion sociale.

L'on assiste à une forte tendance à l'agglomération, l'urbanisation future est dépendante des opportunités foncières, limitée à terme par les protections réglementaires urbanistiques et environnementales.

Par ailleurs, La forte croissance démographique et les flux migratoires constituent un obstacle à l'organisation spatiale de la wilaya. La première s'exprime en termes de demande et de pression sur les équipements publics qui sont presque saturés dans les petites villes de la wilaya, la seconde constitue un épineux problème qui vide l'espace rural de sa substance de développement.

3.4 - Problème de la gouvernance locale

Les politiques classiques en aménagement du territoire basées sur l'organisation administrative des territoires et sur des modèles centralisés et descendants de l'action publique se sont essouffées: les dysfonctionnements territoriaux, la remise en cause de la centralité de l'Etat, la participation marginale des acteurs locaux dans les projets d'aménagement, etc.

Le glissement de l'aménagement du territoire au développement territorial s'est opéré, surtout en Afrique, dans les années 1990, en faveur des politiques de décentralisation. Il recouvre des réalités à la rencontre du développement durable, de la gouvernance territoriale¹⁷. Le développement territorial est ainsi une démarche de mobilisation des acteurs locaux pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet commun à un territoire donné en vue de le construire durablement. L'aménagement du territoire (macro) et le développement local (infra) doivent, dans une démarche prospective, anticiper ces différentes formes de mutation.

Depuis quelques années, en effet, dans la plupart des pays l'organisation socio-économique du territoire ne se conçoit plus, seulement, comme un processus imposé d'en haut, mais comme une démarche ascendante.

17 - Diop, A. *Développement local, gouvernance territoriale, Enjeux et perspectives*. Paris : Kartala, 2008, p. 50.

La logique centralisatrice et unitaire de contrôle du territoire est en train d'être battue en brèche par l'adoption de la décentralisation comme modèle d'organisation du territoire et de transfert de certaines compétences jusque-là exercées par l'Etat. Cette option, visant à responsabiliser les acteurs locaux, constitue un choix important dans le cadre de l'aménagement et du développement territorial¹⁸.

En Algérie, la formule des Plans Communaux de Développement (PCD) pensait pouvoir contourner les blocages qui ont caractérisé les expériences antérieures en mettant en avant la nécessité d'appliquer strictement les dispositions des codes communal et wilaya qui conféraient à la commune et à la wilaya une pleine compétence sur l'ensemble des activités d'intérêt local.

Mais après plusieurs années d'application, on s'est rendu compte que les plans établis par les communes sont systématiquement confrontés au contrôle d'une triple tutelle : la daïra, la wilaya et l'administration centrale (ministères). Toutes les entraves au plein déploiement de P.C.D. ne sont pas levées dans la mesure où la majorité des communes (surtout celles des montagnes) n'ont guère de ressources propres. Elles sont tributaires du budget de l'Etat.

Au-delà de l'indigence des moyens matériels et financiers propres aux communes, la raison principale réside dans l'absence de véritable pouvoir local. La définition de la politique d'aménagement du territoire et du développement local a toujours été du ressort du pouvoir central et dans une moindre mesure des instances wilayales.

A partir de 1987-1988, l'autorité centrale admet officiellement le défaut d'application du principe de décentralisation et proclame sa volonté de renforcer les prérogatives des collectivités locales.

Les communes accueillent avec satisfaction ces mesures, mais elles se rendent vite compte que sans moyens financiers conséquents, la décentralisation effective d'une partie du pouvoir n'est pas suffisante.

3.5 - Rareté du foncier

La promulgation de la loi 90/25 du 28/11/1990 portant orientation foncière a consacré définitivement la libéralisation du marché foncier et la reconnaissance du droit de propriété. A la faveur de cette nouvelle réglementation et devant l'absence d'instruments d'aménagement et d'urbanisme non encore approuvés, à laquelle s'adjoint l'instabilité politique, la ville de Tizi-Ouzou a assisté passivement à la multiplication de lotissements et de coopératives immobilières. La libéralisation du marché

18 - Idem.

a eu pour conséquence la consommation effrénée et souvent le gaspillage, conjugué au phénomène de spéculation qui en est résulté, du patrimoine foncier public de la ville, au profit d'opérateurs privés en quête de rentes de tous genres¹⁹.

Par conséquent, la ville de Tizi-Ouzou est livrée à une urbanisation incontrôlée, fait de promoteurs privés construisant le maximum d'espace, se développant dans toutes les directions tout en dévorant au passage les poches de terrain susceptibles d'accueillir les projets d'équipement publics.

3.6 - Insuffisance des moyens d'études et de réalisation

Cette situation générée par l'émiettement des programmes, répartis à travers les villages, désintéresse les entreprises qualifiées et performantes laissant place aux entreprises sans qualification et autres artisans.

A ceci s'ajoute l'absence de maîtrise des études qui influe, négativement, sur le coût des projets, la durée des réalisations, la qualité ainsi que les impacts sur la population.

Ainsi, s'impose la nécessité d'une nouvelle approche des actions à mener en vue de répondre à la demande sociale et économique, dans le cadre de l'atténuation des tensions et déséquilibres spatiaux.

En termes de fidélité de réalisation par rapport à l'aspect architectural, les ouvrages réalisés ne répondent pas souvent aux attentes du maître de l'ouvrage et ne concourent pas à la valorisation de l'acte de bâtir.

Le diagnostic de la situation du maître de l'ouvrage permet de relever les contraintes suivantes :

- Insuffisances organisationnelles de certaines structures du maître de l'ouvrage,
- Insuffisance des moyens humains et matériels en rapport aux plans de charge,
- Absence de mesures incitatives et d'encouragement du personnel chargé du suivi et de la réalisation des projets.

3.7 - Défis du développement durable

Depuis les crises des années 70, une prise de conscience à l'échelle internationale a émergé et a trait aux problèmes liés à la fois au mode de croissance dominant, aux inégalités sociales et à l'environnement.

19 - Laïche, M. ; Sadoudi, M. L'extension de la ville de Tizi-Ouzou sous la contrainte foncière. *Revue campus*, 2007, n°Λ, p. 3-10.

Les enjeux sont désormais multiples et fortement intégrés. Parmi ces préoccupations, la bonne gestion des terres, de ses différentes ressources : eaux, forêts, minerais, pâturages, faune, flore, ...est considérée comme étant vitale pour le développement durable des pays, qu'ils soient riches ou pauvres. C'est dans ce contexte de crise qu'est apparu le concept de développement durable comme un cadre d'intelligibilité et comme un programme d'action, permettant de mettre en relation les trois dimensions considérées jusque-là de façon disjointe. Ainsi, dans sa formulation initiale par la commission Brundtland (1987), le développement durable est un « type de développement qui permet de satisfaire les besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs »²⁰.

Le débat autour de ce nouveau mode développement est d'abord porté par les institutions internationales. En fait, le mérite de ce concept est non seulement de rappeler l'articulation qui existe entre des problématiques de croissance, d'équité sociale et de préservation de l'environnement, comme on vient de le voir, mais il a également le mérite de rappeler la nécessité de prendre en compte la dimension temporelle en inscrivant les objectifs du développement et d'aménagement du territoire sur le long terme, à la différence des approches actions sectorielles dont l'horizon est à court terme.

Par ailleurs, l'enjeu du développement durable se pose à la fois sur le champ scientifique par la nécessité de l'interdisciplinarité et de l'approche systémique, mais aussi sur le champ politique par la nécessité d'un renouveau des interventions publiques vers de nouveaux processus décisionnels et modes de gouvernance.

Dans ce cadre, le plan d'aménagement du territoire de la wilaya de Tizi-Ouzou (PAW) vise à mettre en place un schéma d'action pour la préservation des ressources naturelles, la gestion environnementale et des risques majeurs en impliquant tous les acteurs (protéger les écosystèmes, gestion des déchets ménagers, etc...).

CONCLUSION

Le développement local impose la rupture avec la logique fonctionnelle de l'organisation de la vie économique et propose de revenir à une vision « territoriale » : c'est dans un cadre local, par la mise en valeur des ressources locales et avec la participation de la population que le développement pourra réellement répondre aux besoins des populations.

20 - Oualikene, S. *Organisation de l'espace, développement local et problématique de l'environnement en Algérie : Cas de la Grande-kabylie*. Thèse de Doctorat d'Etat. Tizi Ouzou : UMMTO, 2008.

En effet, l'émergence du développement local est donc favorisée par le changement des conditions économiques. Le modèle de développement ne peut plus être un processus de diffusion d'une croissance issue d'un « centre » puisque la faible croissance, au lieu de déboucher sur la convergence des niveaux de développement, crée plutôt une divergence et une hiérarchie des espaces.

Au cours de ce travail de recherche nous avons relevé trois périodes importantes intervenant dans le processus d'évolution de développement local dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

La première période (1962-1989) est marquée par la politique étatique de localisation des investissements sous l'impulsion des différents plans de développement contenus dans la stratégie algérienne d'industrialisation et d'inspiration socialiste.

La seconde phase (1990-1999) est celle de la poursuite des objectifs de développement, mais dans un contexte de crise multidimensionnelle, économique, politique, sociale et sécuritaire. La persistance des déséquilibres territoriaux et des disparités sociales prononcées sont l'indice de la faiblesse des politiques territoriales locales mais aussi des difficultés rencontrées pour résoudre les entraves liées à la paupérisation sociale tout comme le surendettement financier des collectivités et des entreprises publiques locales.

A partir des années 2000 (troisième phase de développement local), cette wilaya a engagé à travers les différents plans 2000-2004 et 2005-2009, des programmes de développement et de mise à niveau des infrastructures de base d'un montant global de l'ordre de 252,18 milliards de dinars, en mettant l'accent sur les schémas directeurs des principaux secteurs suivants : l'hydraulique, les travaux publics, l'enseignement supérieur et l'éducation, l'énergie (gaz et électricité), l'habitat et l'urbanisme, les transports.

La wilaya de Tizi-Ouzou est confrontée actuellement à des problèmes de développement économique et d'organisation de son territoire ayant pour origine son caractère montagneux. Les facteurs géographiques et climatiques ont largement influencé l'activité économique et façonné le territoire de cette région qui est constitué d'un relief accidenté dans sa quasi – totalité.

La tendance observée reflète le déséquilibre de certains territoires qui sont particulièrement mis sous pression comme le couloir Est-Ouest (Vallée du Sébaou) avec une vulnérabilité accrue de l'environnement (menace, sur terres agricoles périurbaines, pollution hydrique , gestion des déchets, etc...) , la mise en concurrence des différents pôles urbains, quand aux autres parties du territoire continuent de faire face à des difficultés démographiques, sociales, économiques, etc.

Au delà de ces difficultés, le développement local de notre zone d'étude reste marqué également par d'autres contraintes comme les flux migratoires, absence de décentralisation, manque de foncier, insuffisances des moyens de réalisation et le développement durable.

En dépit de ses contraintes naturelles, la wilaya dispose de certains atouts naturels et d'un tissu économique relativement dense. Maintenant il s'agit de savoir comment elle doit concevoir son développement pour réduire les déficits constatés, prendre en charge les besoins futurs résultant de l'accroissement de sa population.

Ce développement recherché doit se baser sur la maximisation des activités créatives d'emplois, l'équipement des agglomérations, le renforcement des infrastructures, la composition d'un réseau urbain et rural fonctionnel et complémentaire, constituent l'essentiel des opérations à mener.

BIBLIOGRAPHIE

Abdelmalki, L. ; Courlet, C. *Les nouvelles logiques de développement*. Paris : Ed. L'harmattan, 1996.

Aydalet, P. *Economie régionale et urbaine*. Paris : Ed. Economica, 1985.

Cote, M. *L'espace algérien : les prémices d'un aménagement*. Alger : OPU, 1983.

Dahmani, M. *Economie et société en Grande-Kabylie*. Alger : OPU, 1987.

Dahmani, M. *Atlas économique et social de la Grande-Kabylie*. Alger : OPU, 1990.

Dahmani, M. ; Doumane, S. ; Oualikène, S. ; Saheb, Z. *Tizi-Ouzou : fondation, croissance, développement*. D.B.K : Ed. Aurassi, 1993.

Demazière, C. *Du local au global*. Paris : Ed. L'harmattan, 1996.

Diop, A. *Développement local, gouvernance territoriale, Enjeux et perspectives*. Paris : Kartala, 2008.

Ferguene, A. ; Hsaini, A. *Entre l'ancrage territorial et l'ouverture internationale : une analyse des dynamiques locales au sud en termes de développement « ENDO-EXOGENE*. In Kherdjemil, B. *Mondialisation et dynamiques des territoires*. Paris : Ed. L'harmattan, 1998.

Greffé, X. *Territoire en France*. Paris : Ed. Economica, 1984.

Greffe, X. *Décentraliser pour l'emploi, les initiatives locales de développement*. Paris : Ed. Economica, 1989.

Laïche, M. ; Sadoudi, M. L'extension de la ville de Tizi-Ouzou sous la contrainte foncière. *Revue campus*, 2007, n°8.

Moussaoui, A. *Analyse d'une transition d'un espace de développement et d'aménagement du territoire : illustrée par l'exemple de la wilaya de Tizi-Ouzou*. Thèse de doctorat. Tizi Ouzou : UMMTO, 2016.

Oualikene, S. *Organisation de l'espace, développement local et problématique de l'environnement en Algérie : Cas de la Grande-kabylie*. Thèse de Doctorat d'Etat. Tizi Ouzou : UMMTO, 2008.

Oualikene, S. Analyse empirique de la crise de performance du secteur agricole à partir de l'étude de cas d'une Wilaya côtière et de montagne : Grande-Kabylie, 1962 – 2008. *Revue campus UMMTO*, 2008, n°12.

Planque, B. *Le développement décentralisé*. Paris : Ed. Litec Gral, 1983.

Rapport ANAT. *Tableau de bord de Tizi-Ouzou*, 1996.

Rapport ANDI sur la wilaya de Tizi-Ouzou, 2013.

Revue « Aggraw » de l'APW de T-O, 2009, n°2.

Tourjansky-Cabart, L. *Le développement économique local*. Paris : PUF, 1996.